

La campagne électorale au Royaume-Uni s'est déroulée dans un contexte très particulier : non seulement le scrutin européen était concomitant aux élections locales mais par ailleurs, le scandale sur les notes de frais des parlementaires nationaux a éclaté peu de temps auparavant. Suite à cela, les conséquences de ce scandale sur les intentions de vote étaient l'objet des préoccupations tant des hommes politiques que des médias. Plus particulièrement, la question de la protestation populaire à travers d'une part l'abstention électorale et d'autre part, le vote pour les petits partis (notamment BNP et UKiP) a fait l'objet de nombreux articles. La montée de l'extrême-droite a également attiré l'attention des acteurs politiques et médiatiques, le BNP devant remporter un siège pour la première fois au Royaume-Uni. Par ailleurs, de façon générale, la montée des petits partis que ce soit les verts ou les partis marginaux et extrêmes, a fait l'objet d'une forte attention médiatique. En parallèle, les appels au vote étaient fréquents, les journalistes soulignant l'importance du Parlement européen tant pour l'exercice de la démocratie que pour le contrôle strict des gouvernements à l'échelle européenne. On peut noter que si l'institution est jugée importante et disposant de pouvoirs significatifs, certains journalistes ont néanmoins appelé les électeurs à juger les partis nationaux, lors du scrutin européen, tels qu'ils sont suite au scandale des dépenses et non pas sur des enjeux européens. Enfin, on peut relever le ton négatif de certains commentaires et éditoriaux de la presse britannique à l'égard de l'Europe et plus particulièrement, du PE.

Le mode de scrutin (proportionnel) et son impact sur la façon de voter (stratégique ou sincère) ont également été mis en avant durant la campagne médiatique. En effet, le vote proportionnel permettrait aux citoyens de s'exprimer pour leur parti de prédilection, indépendamment de considérations stratégiques, ce qui ajouterait encore des voix aux petits partis.

Les thèmes européens, peu présents, étaient abordés au travers du prisme national. Ainsi, la création possible d'un nouveau groupe au PE par le Conservateur Cameron a été fortement évoquée durant la campagne, de même que l'impact des élections européennes sur la légitimité du Premier ministre travailliste G. Brown. Enfin, lorsque les eurodéputés étaient évoqués, il s'agissait davantage de leur statut, de leur salaire et des autres avantages que de réels débats politiques de fond. Aucune politique européenne particulière n'a été mentionnée.

Les acteurs présents dans l'espace médiatique durant la campagne étaient tant nationaux qu'européens. De façon générale, on peut constater une forte présence des leaders de partis, également têtes de liste ou candidats dans le cas des petits partis. Certains acteurs nationaux, tels que le Premier ministre et d'autres membres de son gouvernement, ainsi que le chef de l'opposition, des membres de son parti et des anciens ministres, ont été très actifs durant la campagne médiatique. Quelques candidats sont également apparus dans la presse mais rarement pour débattre directement d'enjeux européens. Les partis européens étaient totalement absents des débats. Enfin, les journalistes ont consacré quelques articles à des candidats sortants particuliers, en s'attardant sur les membres d'extrême-droite et eurosceptiques, pour dénoncer leurs propos, leurs pratiques particulières et leurs revenus.

Les autres Etats-membres de l'UE ont été abordés de temps à autres durant la campagne. Toutefois, ils ont toujours été rattachés à une thématique nationale. Par exemple, la création d'un nouveau groupe au PE par Cameron a permis un tour d'Europe de ses potentiels alliés ; ou encore, la montée du parti d'extrême-droite en Grande-Bretagne a mené à des comparaisons avec d'autres situations nationales.

En conclusion, l'Europe était globalement peu présente durant la campagne, éclipsée par des thématiques nationales et en particulier par les conséquences du scandale des notes de frais. L'abstention et le vote protestataire étaient centraux tandis que les enjeux européens étaient analysés au prisme de considérations nationales.